



APPEL DE LA COOPÉRATIVE DES ÉLU·E·S CRC AUX COLLECTIVITÉS POUR ENVOYER DES DONS FINANCIERS VERS LA TURQUIE ET LA SYRIE PAR LES RÉSEAUX SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS ET FRANCE-KURDISTAN.

Chers collègues,

Comme vous le savez, trois terribles séismes ont touché la Turquie et la Syrie il y a plusieurs jours, causant plus de 4 700 répliques. Le bilan est très lourd avec à ce jour :

- En Turquie 38 à 45 000 morts, 110 000 personnes hospitalisées ;
- En Syrie, l'aide internationale est difficile à fournir, avec une situation militaire qui rend difficile l'information, on estime les victimes à environ 15 000... ;
- Au total 5,3 millions de sans-abris et 12 000 tentes de construites ;

On compte des centaines de milliers de réfugiés et autant d'enfants en détresse... Les espoirs de retrouver des blessés et des rescapés s'amenuisent avec le temps.

Avant que ce drame ne frappe les peuples, avant que ne s'écroulent les immeubles des villes, les services publics, le contrôle de l'Etat sur l'aménagement et la construction, les services de secours, la protection sociale. La politique clientéliste d'Erdogan, et la guerre en Syrie avaient déjà provoqué la carence de moyens de secours, d'infrastructures publiques logistiques et hospitalières et aggravé la détresse des peuples de la région après le tremblement de terre.

En Turquie, les populations qui vivent dans les régions touchées, opposants turcs, peuples kurdes et aléviés sont d'autant plus vulnérables qu'ils subissent une répression constante de la part du régime d'Erdogan. En Syrie, les populations sont déjà durement touchées par les violences répressives du régime autoritaire et par la guerre.

Nous sommes peinés et apportons notre solidarité totale à tous les peuples touchés par cette catastrophe. La culture de la Paix et de solidarité : c'est le monde que nous défendons.

Cette situation dramatique dans cette région déjà déstabilisée, laisse les populations dans une grande détresse. En plus de notre devoir de solidarité, **il s'agit de réagir à l'urgence !**

Après avoir consulté nos associations partenaires historiques, nous avons décidé d'acter une action conjointe avec le Secours Populaire Français et France-Kurdistan afin de permettre aux collectivités, dont vous êtes les membres militants, de disposer de canaux sécurisés pour alimenter la solidarité.

Pour nous, ces partenaires répondent aux préoccupations politiques immédiates :

- **L'envoi de matériel est inadapté, en plus des coûts financiers de la logistique qui pourraient être directement injectés dans la solidarité, les biens collectés répondent rarement aux besoins locaux, enfin c'est un coût écologique et aucun convoi ne passe les frontières en ce moment, la nécessité de soutenir le tissu économique et associatif local en travaillant avec des partenaires intégrés et sans l'interventionnisme intéressé des Etats ou des groupes criminels locaux.**
- **La préparation des moyens de reconstruction en renforçant les partenariats locaux, une fois l'urgence dépassée.**

Le groupe France Télévisions et l'Association des Maires de France ont déjà pris des engagements qui ne répondent pas à ces critères, en particulier avec Fondation de France.

Ces dons doivent donc être financiers, utiles, et les canaux de transmissions sécurisés.

Nous vous invitons à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que vos collectivités et les organismes associés où vous siégez, prennent un engagement en ce sens. Les éléments de langage de cet appel, ainsi que les documents joints devraient vous permettre de répondre aux questionnements et vous aidez à créer l'espace politique nécessaire, en particulier dans l'opposition.

Dans cet objectif, le Secours populaire agit avec des partenaires et correspondants locaux, ceux-ci connaissant le territoire, les enjeux et besoins, mais aussi facilitant les accès et autorisations nécessaires pour l'action. Ce sont des partenaires connus du Secours populaire et de son réseau euro-méditerranéen qui agissent dans les pays concernés, ou les pays limitrophes, pour plus d'efficacité et de rapidité. Le Secours populaire n'achemine pas sur place des collectes matérielles et utilise des moyens qu'on pourrait mettre au service d'une solidarité de proximité. Par ailleurs, les collectes en France ne sont pas toujours adaptées et respectueuses des us et coutumes des populations locales touchées. L'achat sur place est clairement préférable pour gagner en efficacité (efficacité/coût), cohérent avec les besoins locaux, en soutien à l'économie locale. Cependant l'exception pourrait intervenir en cas de manque criant de matériels essentiels dans le pays concerné à haute valeur ajoutée, démarche validée par le partenaire sur place. Le Secours populaire agit pour l'urgence tout en imaginant des appuis à moyen et long terme pour assurer la durabilité de ces actions et partenariats.

Par ailleurs lorsqu'une crise humanitaire survient, une course contre la montre s'engage. Le SPF dispose d'un dispositif « fonds d'urgence » qui renforce la capacité de mobilisation rapide du Secours populaire et de ses partenaires pour apporter une réponse adaptée aux besoins sur le terrain, sans attendre l'arrivée des dons financiers qui le reconstituent ensuite. Ce fonds permet une très grande réactivité indispensable dans le cas d'urgence.

Dans le cas particulier de la situation kurde, nos partenaires politiques et humanitaires locaux font état d'une dégradation volontaire des services publics de l'Etat turc dans les régions kurdes, cela nécessite en conséquence une approche particulière. L'association France-Kurdistan, est le partenaire associatif de nombreuses municipalités concernant la solidarité avec les femmes et le peuple kurde. Cette association à but non lucratif bénéficie d'une expertise soutenue de

terrain et de nombreux contacts sur place. Cela lui donne un atout indiscutable pour suivre la bonne utilisation des dons et en rendre compte à ses souscripteurs. C'est une question très importante dans le contexte actuel de la région. R.T. Erdogan privilégie le soutien à des régions qui lui sont favorable au détriment des régions kurdes ,pourtant les plus gravement touchées par cette catastrophe. Il empêche aussi les convois humanitaires en direction du Rojava (région autonome du Nord de la Syrie).

L'association France-Kurdistan est un vecteur singulier de confiance pour les municipalités qui souhaitent que leurs fonds parviennent directement aux régions et aux acteurs militants des régions kurdes. L'utilisation de ces réseaux locaux permettra la mise en place de dispositifs adaptés aux besoins dégagés de la tutelle et de la mainmise de l'Etat turc.

La situation sur place, notamment en Turquie est tellement dramatique, que des actions à moyens et longs termes devront être aussi engagés, notamment pour soutenir les dizaines de milliers de réfugiés parqués actuellement dans des camps immenses. Des partenariats avec des acteurs locaux vont être établis et l'association France-Kurdistan s'attachera à informer des besoins vitaux dans leur évolution.

Dans cet esprit l'association conduit une délégation d'élus municipaux et de journalistes au Rojava à la fin du mois de mars. Elle sera au retour en mesure de proposer aux villes des initiatives d'information et de soutien.

Nous savons qu'il est parfois complexe, en particulier lorsque nous sommes dans l'opposition, de réussir à engager une solidarité plus militante, directe et locale, avec les peuples discriminés kurde. C'est pourquoi nous avons sécurisé ces deux partenariats. Bien évidemment si vos spécificités historiques locales le permettent, deux délibérations valent mieux qu'une. Vous trouverez en suite, les deux adresses mails pour vous-même et vos administrations afin de prendre contact avec ces organisations, aiguiller vos dons et pousser plus avant vos futures délibérations.

Secours Populaire Français : monde@secourspopulaire.fr

France-Kurdistan : seismekurdistan@gmail.com

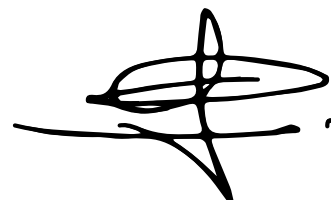
Philippe RIO

*Maire de Grigny
Président de la Coopérative
des élu·e·s Communistes,
Républicain·e·s et Citoyen·ne·s*



Cécile CUKIERMAN

*Secrétaire générale de la
Coopérative des élu·e·s
Communistes, Républicain·e·s et
Citoyen·ne·s*



COOPÉRATIVE DES ÉLU·E·S COMMUNISTES, RÉPUBLICAIN·E·S ET CITOYEN·NE·S

6, avenue du Professeur André Lemierre 75020 Paris
01 48 35 55 38 - contact@cooperativedeselus.fr